

Numéro 4 - 27 janvier 2016

La réunion du Forum économique mondial à Davos

La consolidation du droit de monopole



La réunion du Forum économique mondial à Davos

- **La consolidation du droit de monopole**
- **L'appel néolibéral à donner une nouvelle image au Canada reprend du service**

La réunion du Forum économique mondial à Davos

La consolidation du droit de monopole

Le thème central du Forum économique mondial (FEM), dont la réunion annuelle s'est tenue du 20 au 23 janvier 2016 à Davos en Suisse, a été les monopoles, les puissants intérêts privés qu'ils représentent et leur volonté de consolider partout dans le monde leur pouvoir sur les États et les économies socialisées. Les autocrates au pouvoir, en particulier ceux du système impérialiste d'États mené par les États-Unis, sont convaincus que pour empêcher le peuple de prendre le pouvoir et d'imposer une révolution sociale dans les rapports de production, il faut consolider l'emprise des élites au pouvoir sur les institutions de l'État, l'autorité publique et l'ensemble de l'économie socialisée. L'appel de leurs riches propriétaires et [clients] est « Tout le pouvoir aux monopoles ! » Tout le pouvoir au droit de monopole de priver le droit public de son pouvoir de restreindre le droit de monopole.

Le monde est en crise parce que l'oligarchie au pouvoir, qui possède et contrôle l'économie et les moyens de production socialisés mondiaux, refuse de céder le pouvoir et le contrôle aux véritables producteurs, les travailleurs qui produisent tous les biens et services et la valeur dont le monde et les masses dépendent pour leur survie. L'élite dirigeante est déterminée à priver le

peuple de son droit d'établir une autorité publique qui répond aux besoins de l'époque, qui est en harmonie avec les conditions concrètes d'une économie entièrement socialisée.

Le FEM se focalise sur la façon de préserver le pouvoir de l'oligarchie de priver le peuple de ses droits, dont le plus important est le droit de priver l'élite dirigeante de son pouvoir d'empêcher la transformation des rapports de production afin de les harmoniser avec les moyens de production et l'économie socialisés.



Un axe important de cette campagne contre le peuple est de priver les travailleurs des moyens de développer tout aspect de l'économie qui sert à satisfaire et à garantir les droits du peuple indépendamment du contrôle des monopoles et de leur course acharnée au profit privé. À l'ordre du jour du FEM figure l'examen de toutes les niches de l'économie, en particulier les propositions sur les programmes sociaux, les services publics et en matière d'environnement afin de déterminer comment les rendre dépendantes des monopoles pour servir leurs intérêts privés étroits de recherche du taux de profit maximum ou comment les éliminer totalement parce qu'elles seraient un gaspillage et un détournement inutile de valeur publique de leurs coffres privés.

L'objectif du FEM est de vaincre la lutte du peuple pour défendre ses droits et de démanteler les biens publics, les programmes sociaux ou les entreprises publiques qui peuvent servir le peuple sans donner à l'oligarchie les profits qu'elle exige. La dialectique vivante dans le monde et présente à Davos est celle de la lutte entre une économie socialisée qui garantit les droits du peuple et une économie socialisée qui garantit un taux de profit maximum aux monopoles et à leurs riches propriétaires et [clients].

La consolidation du FEM comme un front politique, économique, social et de propagande des monopoles dans le système impérialiste d'États mené par les États-Unis s'est faite de concert avec le renforcement de l'OTAN, son bras armé, et l'affaiblissement de l'autorité publique qui représente le peuple et défend ses droits. À mesure que le FEM et l'OTAN ont accru leur présence et leur puissance sur la scène internationale au moyen de changements de régime par la force, de guerres prédatrices et de l'offensive antisociale, les pays souverains membres des Nations unies et leurs institutions économiques, politiques, militaires et sociales ont été affaiblis considérablement.



Selon son site Internet, le FEM est une organisation internationale dont « Le financement est assuré par les 1 000 entreprises membres. Le profil type de l'entreprise membre est une multinationale réalisant un chiffre d'affaires supérieur à cinq milliards de dollars, un chiffre qui peut toutefois varier selon la branche et la région concernées. Ces entreprises se classent parmi les meilleures dans leur secteur d'activité et jouent un rôle prédominant dans l'évolution future de leur secteur d'activité et/ou région ». Le droit de participer aux délibérations

du FEM est dicté principalement par le montant qu'un monopole s'engage à contribuer. Plus le montant donné au FEM est élevé, plus la participation et le statut le sont.

Le FEM dit qu'il est « engagé à améliorer l'état du monde en rassemblant des chefs d'entreprise, des hommes politiques, des universitaires et autres dirigeants de la société pour définir des stratégies mondiales, régionales et industrielles ». Le FEM a son siège à Genève et un bureau à New York. Il tient des réunions régionales régulières et organise des projets dans le monde entier. Son événement culminant est le sommet annuel de quatre jours à Davos, en Suisse, qui rassemble plus de 2 500 participants comprenant des représentants des monopoles membres et des invités..

Les invitations au FEM des non-membres sont faites en fonction des avantages qu'elles procurent aux monopoles membres et au système impérialiste d'États mené par les États-Unis. Par exemple, des représentants de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) avaient été invités à participer au FEM de 2016, mais à la suite de l'essai de la bombe à hydrogène de la RPDC le 6 janvier, le FEM a retiré son invitation dans le cadre des pressions impérialistes contre la RPDC et son droit d'État souverain de se défendre contre l'agression militaire des États-Unis, le changement de régime et la guerre prédatrice.

Les questions qui préoccupent les monopoles membres étaient inscrites à l'ordre du jour du FEM de 2016 à Davos. Elles étaient regroupées en trois « piliers de programme ». Les « piliers » portaient surtout sur le développement des forces productives dont les monopoles peuvent tirer des profits. [1] Rien dans l'ordre du jour ne portait sur comment l'essor des forces productives dans une économie maintenant entièrement socialisée a engendré une crise des rapports de production, qui sont les rapports entre les travailleurs à leur lieu de travail, dans la société en général, avec la nature et le matériel et les machines qu'ils utilisent pour produire, et le produit social.

Les moyens de production et l'économie socialisée modernes ont connu un développement rapide mais entrent maintenant en collision avec les vieux rapports de production qui n'ont pas suivi. Cette contradiction non résolue engendre des crises économiques, politiques, sociales et militaires mondiales dont profite l'oligarchie au pouvoir et qu'elle aggrave en cherchant à supprimer tout mouvement de progrès social. L'élite dirigeante poussée par ses privilèges de classe et son arriération idéologique refuse de reconnaître que la cause première des problèmes actuels se trouve dans les rapports de production dépassés qui reposent sur la propriété privée et le contrôle de sections concurrentes de l'économie. Les travailleurs prennent des mesures pour résoudre ce problème et s'organisent pour défendre leurs droits, donner une nouvelle direction à l'économie et faire progresser la société.

Note

1. Liste des trois « piliers de programme » de la rencontre de Davos affichée sur le site du FEM :

Maîtrise de la quatrième révolution industrielle

La quatrième révolution industrielle se distingue par sa vitesse, son ampleur et la force avec laquelle elle transforme des systèmes entiers de production, de distribution et de consommation. Comment la technologie va-t-elle changer nos vies et celle des générations futures et remodeler les contextes économiques, sociaux, écologiques et culturels dans lesquels nous vivons ?

Perspectives de la sécurité mondiale

La tragédie humanitaire de la crise des réfugiés et les répercussions des actes terroristes sont des rappels de la façon dont les rivalités géostratégiques, le régionalisme renouvelé et les nouveaux antagonistes érodent la solidarité mondiale. Comment des dirigeants des secteurs publics et privés peuvent-ils se préparer à la mutation rapide du contexte de sécurité dans lequel les nouvelles technologies jouent également un rôle clé ?

Résoudre les problèmes du patrimoine commun

Les tensions de géosecurité aggravent les difficultés de gouvernance au niveau mondial, alors même que l'urgence augmente pour poursuivre la durabilité environnementale et sociale, la réforme du système financier et l'ouverture qu'offre internet. Comment s'attaquer aux problèmes du patrimoine commun au moyen de nouveaux modèles de coopération public-privé et l'application des solutions de pointe de la science et de la technologie ?

(Avec le site Web du FEM 2016)



L'appel néolibéral à donner une nouvelle image au Canada reprend du service

Le premier ministre Justin Trudeau s'est adressé à la session d'ouverture du Forum économique mondial (FEM) à Davos en Suisse le 20 janvier. Il a donné une version recyclée de l'appel de l'ex-premier ministre Paul Martin à l'oligarchie financière internationale à « donner une nouvelle image au Canada », lequel avait été un échec. Au lieu que le Canada soit considéré comme un « scieur de bois et un porteur d'eau », Trudeau cherche à promouvoir les secteurs de haute technologie et les ressources humaines du Canada, ce que l'ancien premier ministre Jean Chrétien appelait « l'économie du savoir ».

« Autrefois, le Canada était plutôt connu pour ses ressources. Je veux maintenant que vous connaissiez les Canadiens pour leur ingéniosité », a dit Trudeau.

Le Canada regorge d'occasions fiables de faire des profits, a-t-il dit. Si les ressources naturelles « sont importantes », « les Canadiens savent toutefois que la croissance et la prospérité ne tient pas seulement à ce qui se trouve sous nos pieds mais surtout à ce que nous avons entre les oreilles ».

Il a dit que le Canada jouit d'un avantage concurrentiel parce que la production de la valeur en éducation et en santé est faite par le biais de l'infrastructure publique et que les monopoles l'obtiennent sans frais.

« Nous avons une population diversifiée et créative, des systèmes d'éducation et de santé exceptionnels et une infrastructure de pointe. Nous avons une stabilité sociale, une stabilité financière et un gouvernement prêt à investir dans l'avenir », a dit Trudeau.

Il a dit que les gouvernements doivent investir en éducation, dans les infrastructures, en science, en innovation et en recherche « tout en mettant en valeur l'innovation dynamique qui caractérise le secteur privé ».



Trudeau a cité en particulier l'Université de Waterloo et évoqué le grand nombre de Canadiens

qui travaillent dans la Silicon Valley ou pour des firmes internationales. Il a dit que le Canada « possède la diversité, la résilience, l'optimisme et la confiance » pour tirer profit de la « prochaine révolution industrielle » [...] C'est le moment où jamais de vous tourner vers le Canada », a-t-il dit.

Les monopoles mondiaux, principalement américains, ont démontré à maintes reprises qu'ils ne sont pas prêts à permettre aux firmes canadiennes de haute technologie de faire entrave à leur propre édification d'empire. C'est pourtant aux mêmes monopoles mondiaux qui ont détruit Nortel et d'autres comme lui que Trudeau fait appel pour qu'ils étendent leur emprise sur le Canada en mettant à leur disposition « une population diversifiée et créative, des systèmes d'éducation et de santé exceptionnels et une infrastructure de pointe...une stabilité sociale, une stabilité financière et un gouvernement prêt à investir dans l'avenir ».

L'appel que Trudeau a lancé à l'élite mondiale à Davos de s'intéresser au Canada autrement que pour ses seules ressources véhiculait le même vieux message à l'effet que l'économie et les ressources naturelles et humaines du Canada sont à la disposition des monopoles mondiaux. Il espère que cette offre les amènera à « diversifier » le Canada et à en faire un joueur dans « l'économie du savoir ».

Certains pourraient qualifier le comportement de Trudeau d'à -plat-ventrisme inconvenant devant de riches autocrates. Il démontre le problème sérieux qui est posé par le fait que le commerce international et les décisions sur ce qui doit être produit et comment les ressources naturelles du Canada doivent être utilisées sont dans les mains de l'oligarchie financière internationale et des stratagèmes d'investissement au service de leurs intérêts privés et de l'édification d'empire. La réalité est que le commerce international, le mouvement de la richesse sociale et des travailleurs et le développement sont en général dominés par les monopoles mondiaux au moyen d'accords de libre-échange multilatéraux et non par des États souverains qui contrôlent leur économie et sont engagés dans l'édification de la nation.

Un exemple en est l'accord de libre-échange du Partenariat transpacifique qui est en préparation et qui donnerait un accès et un contrôle virtuellement sans limites aux monopoles mondiaux sur les ressources humaines et naturelles du Canada, de même que sur la production des biens et services incluant les services financiers et sur le marché domestique. Qu'on pense aussi à l'Accord économique et commercial global (AECG), l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. À Davos, Trudeau a fortement encouragé les États-membres de l'UE à signer l'AECG le plus tôt possible et il a dit que sa ministre du Commerce international Chrystia Freeland était activement engagée dans du lobbying auprès des Européens pour qu'ils acceptent l'entente sans délai.

Le contrôle de l'économie par les monopoles mondiaux signifie la négation du pouvoir souverain sur l'économie au sein de chaque pays. Selon les néolibéraux, abandonner le contrôle souverain de l'économie aux monopoles mondiaux est la seule façon d'amener les monopoles à investir au Canada et conséquemment de faire croître l'économie. La fausse prémisse est mise de l'avant à l'effet qu'un peuple peut s'engager dans l'édification de la nation sans contrôler son économie. Une autre affirmation erronée est celle voulant que l'accumulation de richesse sociale à même la production nationale de biens et de services ne peut pas suffire aux besoins en investissements de l'économie. L'argumentation néolibérale ne dit rien sur comment les intérêts privés étroits des monopoles mondiaux qui prennent contrôle de l'économie pour étendre leurs empires peuvent être harmonisés avec l'intérêt public du peuple et ses droits et avec la nécessité d'humaniser l'environnement social et naturel.

L'aspiration du peuple à l'édification de la nation et son opposition au contrôle de ses affaires par l'oligarchie financière internationale requièrent que les producteurs véritables et les résidents d'un

pays aient en main le pouvoir politique d'exercer un contrôle démocratique sur l'économie et le commerce international. Sans le contrôle démocratique de la prise de décision sur la direction de l'économie, les intérêts privés étroits des monopoles mondiaux sèment le chaos ce qui non seulement laisse les problèmes politiques, sociaux, économiques et environnementaux sans solution mais les aggrave et les droits du peuple se font assaillir par le droit de monopole.



Dans la lutte du peuple, le renouveau démocratique est la priorité première qui permet de construire une économie qui est stable, suffit à ses besoins et est intégrée de manière consciente.

Cette économie, qui est contrôlée par les vrais producteurs et les résidents, est au service de l'intérêt public. S'appuyant sur ce fondement solide d'appui sur soi, sur une production, un secteur manufacturier, des programmes sociaux et des services publics qui assurent la satisfaction des besoins du peuple et la sécurité alimentaire, le commerce international peut se faire sur une vaste échelle avec tous les pays qui sont prêts à s'engager dans des échanges pour l'avantage et le développement mutuels et sans ingérence dans les affaires souveraines de l'autre.

Les résultats du commerce international des marchandises du Canada pour les 11 premiers mois de 2015, les plus récents qui sont disponibles, montrent un déficit de 22,8 milliards \$. Ces résultats démontrent clairement à quel point est fallacieuse l'affirmation de Trudeau que le libre-échange et le diktat des monopoles sur la production canadienne des biens et services, sur le marché de gros, le commerce, la devise et les prix vont résoudre les problèmes de l'économie canadienne.

Les intérêts privés étroits des monopoles mondiaux dictent toutes les facettes du commerce depuis les biens qui doivent être produits et échangés jusqu'à la méthode de leur production et leur prix. Les prix fluctuent considérablement, l'économie va de crise en crise, la richesse sociale quitte l'économie et le pays, le secteur manufacturier et la sécurité alimentaire sont attaqués, le droit et l'intérêt public sont niés et l'environnement social et naturel est mis à mal.

L'économie et le commerce international du Canada ont besoin d'une nouvelle direction qui est marquée par le droit et le contrôle publics. Les Canadiens doivent bâtir un pouvoir qui restreint le droit de monopole et le diktat des monopoles mondiaux. Le pays a besoin d'une direction nouvelle au service d'une économie qui subvient à ses besoins et est intégrée consciemment et est sous le contrôle démocratique des vrais producteurs et des résidents. Le peuple peut et doit s'opposer à la direction néolibérale de l'économie dans laquelle le gouvernement Trudeau entraîne le Canada et à ses promesses et à ses appels à l'oligarchie financière internationale d'exploiter le trésor public du Canada, l'infrastructure sociale et matérielle de même que les ressources humaines et matérielles.

